

TIZI-OUZOU / SYNDICATS DES ENSEIGNANTS

Plusieurs mots d'ordre
de grève lancés hier

L'abondante littérature empreinte de rhétorique dénonciatrice et revendicative qui a été remise aux journaux par les différents syndicats des enseignants le confirme visiblement : le contentieux les opposant à la Direction de l'éducation de la wilaya de Tizi-Ouzou reste entier.

Le Sete/UGTA dénonce dans sa déclaration "les attermoissements du directeur de l'éducation qui reste le premier responsable de la situation catastrophique actuelle".

Signe, selon le Sete, que les doléances qui ont trait à la prise en charge de certaines indemnités salariales à la gestion du service paie... n'ont pas trouvé d'écho auprès du premier responsable du secteur ; celui-ci, au contraire, "brandit la



menace de la retenue sur salaire", s'indigne-t-on. Les syndicalistes des enseignants affiliés à l'UGTA interpellent leur fédération (la FNTE) qui "reste sourde aux protestations de la base".

Le ministre de l'Education nous a également interpellé quant à son "silence devant le pourrissement de la situation dans notre wilaya".

De son côté, le Cnapest n'a pas été en reste. Ce sont pratiquement les mêmes revendications et "problèmes pendants des PEST, à savoir les primes et indemnités salariales (échelons, heures supplémentaires, allocations familiales...)" qui motivent la montée au créneau du syndicat représentatif des enseignants du secondai-

re. Le Cnapest, qui constate que ses doléances adressées aux concernées et les protestations de ses adhérents sont restées lettre morte, se dit contraint et forcé de recourir à une grève cyclique de deux jours par semaine, "à partir d'aujourd'hui, 1^{er} février (hier mardi, ndlr)".

Pour les mêmes raisons et revendications socioprofessionnelles et de prise en charge des primes et d'indemnités salariales seront prises en charge, le Satef et l'Unpef ne retiennent plus leur colère.

Une grève d'une semaine, à partir d'hier, et une autre de trois jours, assortie d'un sit-in, sont décrétées respectivement par le Satef et l'Unpef.

S. A. M.

BOUIRA

Elections générales à la Chambre
d'agriculture

Comme il fallait s'y attendre, les élections générales que s'approprient à organiser ce jeudi la Chambre d'agriculture de la wilaya de Bouira pour élire le conseil de la Chambre, le conseil d'administration ainsi que le président de la Chambre ne réservent aucune surprise. En effet, à la clôture de dépôt de candidatures, un seul candidat, à savoir le président sortant, M. Mohand-Chérif Ould-Hocine, s'est présenté pour le poste de président.

Pour rappel, M. Ould-Hocine qui avait présenté le bilan de ses précédentes mandatures depuis 1990, lors d'une assemblée générale tenue fin décembre dernier, s'était montré peu enthousiaste pour ce poste qu'il voulait à tout prix céder à une autre personne. Ce jour-là, le discours qu'il avait prononcé et qui s'apparentait à une véritable fin de mission était emprunt de citations et de pardons "envers tous ceux qui ont été offensés un jour ou l'autre par inattention". Aussi et dans le même discours, le président sortant avait-il abordé un sujet lourd de

sens et de responsabilité : celui du foncier agricole qu'il dit avoir toujours défendu bec et ongles "contre les prédateurs de tous bords qui avaient tout fait pour squatter les terres agricoles".

Par ailleurs, M. Ould-Hocine nous a déclaré en aparté que le poste de président de la Chambre au niveau de Bouira ne l'intéressait plus et qu'il briguerait un poste de président de la Chambre nationale d'agriculture ; un poste qu'il nous dira très difficile et qui demandera encore plus de sacrifices eu égard aux grands défis qui attendent l'Algérie, entre autres les problèmes de standardisation des produits pour faire face aux OGM (organismes génétiquement modifiables). En outre, et lors de l'une de ses interventions publiques, il déclarera que les candidats aux postes de responsabilité tant au niveau local que national doivent avoir un plan d'action qui puisse propulser le secteur agricole vers de nouveaux horizons plus prometteurs au niveau local, et arriver à l'autosuffisance alimentaire et à l'exportation au plan national.

Aussi, et à travers les actions entreprises par M. Ould-Hocine qui est également président de l'Association nationale des céréaliculteurs, au niveau de la wilaya de Bouira, et ses efforts entrepris dans le développement du secteur agricole au niveau de la wilaya avec une organisation des plus réussies à l'échelle nationale surtout concernant les différentes associations actives et à jour dans leurs activités et leurs bilans, celui-ci jouit d'une estime sans pareille chez les agriculteurs de la wilaya et sa reconduction au poste de président de la Chambre de la wilaya de Bouira, en attendant probablement sa candidature pour le poste de président de la Chambre nationale, ne sera que justice. Enfin, rappelons que lors de cette assemblée électorale qui aura lieu jeudi prochain, conformément à l'arrêté n° 1114 du 27 novembre 2004 pris par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, et qui sera présidée par le SG de la wilaya, tous les organes de la Chambre d'agriculture, à savoir le

conseil de la Chambre, le conseil administratif et le président de la Chambre seront renouvelés. A Bouira, l'assemblée générale composée de 88 membres a déjà élu le conseil de la Chambre composé de 51 membres, dont 36 issus des six associations professionnelles existant au niveau de la wilaya et 15 autres issues des différents prestataires de service.

Ce jeudi, les trente-six membres des associations professionnelles éliront six membres qui siègeront au niveau du conseil d'administration et les quinze représentants des prestataires éliront à leur tour trois membres lesquels viendront s'ajouter au conseil d'administration. Enfin, les neuf membres du conseil d'administration éliront à leur tour le président de la Chambre.

Présentement et étant donné l'unique candidature de M. Ould-Hocine, celui-ci sera élu d'office au poste de président de la Chambre, un poste obligatoire pour postuler au poste de président de la Chambre nationale.

Y. Y.

DJELFA

L'administration
compte réhabiliter la
fonction d'officier
de l'état civil

Il a fallu deux ans de réflexion, près d'une vingtaine d'inspections programmées et inopinées, une longue investigation à partir d'un échantillon représentatif prélevé des 53 antennes d'APC que chapeautent 36 APC que comptent les 12 daïras de la wilaya pour permettre à la Drag de sortir avec un plan de redressement de l'activité relative à l'état civil. Les appréciations qui en ont découlé variaient de façon inéquitable entre le pire, le passable et l'excellent avec une propension pour le médiocre.

C'est surtout le constat de carence noté dans certaines communes qui a sonné l'alarme débouchant sur une série de rencontres de vulgarisation des textes et de sensibilisation des fonctionnaires et élus dans le but d'améliorer le service public considéré comme une vitrine de l'Etat.

Parmi les recommandations imposées à la lumière de cet audit, figurent à titre indicatif quelques axes en rapport avec la qualité dans la réception du public, l'obligation de la tenue correcte, l'accomplissement de l'amplitude horaire journalière légale, la coordination des tâches dévolues, l'efficacité dans la prestation, le respect des domaines de définition, etc. Mais en amont, la Drag a jugé prioritaire de mettre en place un programme pédagogique visant à rehausser les acquis en termes de niveau de compétence des fonctionnaires et élus détachés auprès de ces structures.

Outre les délégués communaux, les chefs d'antenne, cette réunion a vu notamment la participation précieuse des secrétaires généraux des APC concernées, ceci dans le but de mettre l'accent sur la nécessité d'un parrainage constant, car il a été relevé plusieurs anachronismes au plan des procédures de travail : confusion de tâches, chevauchement des missions, substitution de l'autorité de fait — l'élu — par celle obtenue par délégation — le désigné par le maire.

La maîtrise de cette activité ne devrait en principe poser aucun problème puisque en tout et pour tout, l'outil de travail et à la fois l'unique référence se résume au code communal spécifiquement dans ses articles 23, 24, 25 et 77, et l'ordonnance 70/20 portant état civil. En dehors de cela, tout acte qui échapperait à la nomenclature dite C28, c'est-à-dire comprenant seulement 28 supports d'imprimés, est considéré comme en marge de la loi et exposerait le contrevenant à des sanctions administratives, voire pénales dans certains cas, selon la déclaration de Aït-Ahchen, le Drag.

Ce dernier a également prévenu l'assistance de la récente mesure prise par le procureur général d'opérer des visites sur site par l'entremise des procureurs de la République chargés de contrôler l'aspect état civil.

Par ailleurs, le Drag a fait part de son intention de conclure son programme par d'ultimes déplacements sur les antennes avant de commencer à sévir car, a-t-il précisé au *Soir d'Algérie*, il y a lieu de rompre avec les réflexes archaïques et de réhabiliter le rôle de l'Etat. Lors de la réunion d'évaluation qui a eu lieu dimanche dernier, le Drag a été on ne peut plus concis s'agissant de recourir sans état d'âme aux suspensions de détachement au profit des élus défaillants et à la décharge pure et simple des fonctionnaires accusant des insuffisances professionnelles. "L'administration ne devrait plus tenir lieu de filet social", dira-t-il. Dans sa conclusion, le Drag insistera énormément sur la sécurisation de la mémoire de la commune, à savoir les registres de l'état civil qui doivent impérativement être placés dans des coffres forts s'appuyant en cela sur l'exemple de Birine qui a pu préserver les matrices lors des émeutes du 17 janvier.

Abdelkader Zighem